

Article sélectionné dans la matinale du 28/07/2016 Découvrez l'application <http://bit.ly/apsabr.com/qr/11x07>
#E644-1592928502348d-050f8eaa2436a26201466de6855429467c756503

EDF décide de lancer Hinkley Point, Londres tergiverse

LE MONDE | 28.07.2016 à 20h09 • Mis à jour le 29.07.2016 à 11h16 | Par Philippe Bernard ([pour plus de détails](#))
(Londres, correspondant) et Denis Costard ([pour plus de détails](#))



Le chantier de Hinkley Point, dans le sud-ouest de l'Angleterre. [L'YVES/STAN/IGSON / AFP](#)

Les deux réacteurs nucléaires EPR prévus à Hinkley Point, dans le sud-ouest de l'Angleterre, sortent-ils un jour de terre ? Après des mois d'hésitations et de polémique, EDF a décidé jeudi 28 juillet de lancer leur construction, l'un des plus audacieux projets de son histoire. Malgré l'opposition d'une grande partie du personnel, les administrateurs réunis à Paris ont donné leur feu vert à cet investissement chiffré sur le papier à 18 milliards de livres (21,4 milliards d'euros environ). En croisant les doigts pour que ce chantier à hauts risques n'emène pas EDF à la faillite, comme le prédisent les écologistes, mais aussi certains cadres du groupe...

Muni de cette autorisation, le PDG, Jean-Bernard Lévy, espérait signer vendredi l'accord définitif avec l'Etat britannique, clé de voûte du projet. Mais dans la soirée, surprise : le conseil avait à peine pris sa décision que Greg Clark, le nouveau ministre du commerce et de l'énergie, stoppait tout. « *Le gouvernement va à présent analyser soigneusement tous les aspects de ce projet et prendre sa décision au début de l'automne* », a-t-il déclaré. Les dirigeants d'EDF ont dû annuler leur déplacement en catastrophe.

Le nouvel exécutif britannique va-t-il remettre en cause les engagements du précédent ? Ces dernières semaines, après le Brexit, les contacts avec la nouvelle première ministre, Theresa May, et son équipe avaient au contraire confirmé la volonté britannique d'aller de l'avant, malgré les critiques très vives au Royaume-Uni. M^{me} May entend cependant vérifier une dernière fois tous les aspects du dossier avant d'appuyer – ou non – sur le bouton.

Lire aussi : Londres freine le grand projet nucléaire d'EDF ([economie/article/2016/07/28/londres-freine-le-grand-projet-nucleaire-d-edf_4876142_3234.html](#))

Les syndicats hostiles au projet

Elle pourrait avoir été sensible au montage financier et industriel, qui fait la part belle au géant chinois China General Nuclear Power Corporation (CGN). Celui-ci doit détenir 33,5 % de la centrale puis en construire une autre au Royaume-Uni. Alors que le gouvernement de David Cameron avait l'ambition de faire de la City une tête de pont pour les investissements chinois en Europe, M^{me} May semble plus réservée. « *Qui achètent les Chinois avec leur or ?* », demandait Nick Timothy, son premier conseiller politique, dans la revue *Conservative Home* en octobre 2015. Et de répondre : « *La première chose qui figure sur leur liste de courses est le silence britannique sur les violations des droits de l'homme.* »

Ce nouveau délai complique en tous les cas la tâche de M. Lévy, qui pensait avoir franchi les principaux obstacles. EDF a déjà dépensé plus de 2,5 milliards d'euros pour concevoir la centrale, acheter le terrain, le terrasser, etc. Désormais, la priorité devait être de boucler les contrats au plus vite. Celui avec Londres, mais aussi ceux avec CGN et avec les principaux fournisseurs, dont Bouygues et Areva. Objectif : mettre en service le premier réacteur dans neuf ans et sept mois, en février 2026. Un calendrier serré.

En France aussi, la décision a été difficile à prendre. Depuis des mois, l'Etat actionnaire est partagé sur la pertinence du projet, la ministre de l'énergie, Ségolène Royal, redoutant qu'il n'empêche EDF d'investir dans les énergies renouvelables. L'entreprise, surtout, se révèle profondément divisée. Si M. Lévy et ses proches militent pour le démarrage du chantier, de nombreux cadres et tous les syndicats y sont hostiles.

Démision spectaculaire

Le conseil de jeudi, tendu, a reflété ces dissensions. Seuls dix administrateurs sur dix-huit ont voté en faveur du projet. Les six représentants des salariés s'y sont opposés, ainsi que l'ancienne présidente du Medef, Laurence Parisot. Quant à Gérard Magnin, un ancien délégué régional de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), entré au conseil en 2014 sur proposition de l'Etat actionnaire, il a préféré cliquer la porte quelques heures avant la réunion.

Lire aussi : EDF : hostile au projet Hinkley Point, un administrateur du groupe clique la porte ([economie/article/2016/07/28/nucleaire-un-administrateur-d-edf-clique-la-porte_4875882_3234.html](#))

Il s'agit de la deuxième démission spectaculaire, après celle du directeur financier, Thomas Pissarrat, parti en mars pour ne pas cautionner « *une décision susceptible, en cas de problème, d'amener EDF dans une situation proche de celle d'Areva* », celle d'une grande entreprise publique menacée d'un dépôt de bilan.

C'est que Hinkley Point relève du pari. Aux yeux des pouvoirs publics, ce chantier est décisif pour donner un nouvel élan à une filière nucléaire française en capilotade, et fournir du travail à Areva. La direction d'EDF, elle, assure qu'il s'agit d'un projet solide, sûr, et très rentable, grâce justement au contrat négocié avec Londres : l'électricité produite sera vendue à un tarif déjà fixé, et supérieur au prix de marché actuel. Cela correspond à une aide d'Etat évaluée à 29,7 milliards de livres sur les trente-cinq ans prévus, selon le National Audit Office, l'équivalent britannique de la Cour des comptes !

Lire aussi : EDF et l'Etat s'approprient à lancer le chantier de l'EPR britannique ([economie/article/2016/07/28/edf-et-l-etat-s-approprient-a-lancer-le-chantier-de-l-epr-britannique_4873214_3234.html](#))

Le groupe est surendetté

Mais ce pactole, EDF n'en verra la couleur que si les délais et le budget sont respectés. Or beaucoup doutent que ce soit le cas. Le calendrier prévoit de construire les deux EPR en un temps plus court que tous ceux en chantier en Finlande, en France et même en Chine. « *Tenir ce délai nécessite des ratios de productivité qu'on n'a jamais été capable d'atteindre, c'est une vue de l'esprit* », juge un de ceux qui ont étudié le dossier en profondeur. D'autant qu'il s'agit d'un EPR spécifique, adapté aux demandes des autorités britanniques et à la configuration du terrain.

A Oikluoto, en Finlande, et à Flamanville ([economie/article/2015/09/03/nouveaux-reports-energetiques-encours-pour-le-nucleaire-en-finlande_474455_3234.html](#)), dans la Manche, les deux EPR européens en chantier ont au contraire connu des dérapages catastrophiques. Dans le monde, aucun EPR n'a encore produit le moindre kilowatt. La direction, elle, affirme qu'elle a justement appris de ces expériences malheureuses, et saura, cette fois-ci, maîtriser le projet.

Pour les opposants, engager EDF dans un tel pari aurait pu être jouable si l'entreprise avait été au mieux de sa forme. Ce n'est pas le cas. Le groupe est surendetté, l'action a perdu 45 % de sa valeur en un an, le titre a été exclu du CAC 40 fin 2014. Les résultats ont commencé à baisser (- 17 % au premier semestre), et les surcapacités de production électrique en Europe risquent de peser durablement sur les prix et les profits de tout le secteur.

Hinkley Point « met en risque EDF »

Dans le même temps, EDF a déjà de gigantesques investissements en vue pour moderniser ses centrales. Qui plus est, le groupe a accepté de sauver Areva du naufrage ([economie/article/2016/07/28/areva-est-sauve_4869646_3234.html](#)), en regroupant ses activités dans les réacteurs moyennant 2,5 milliards d'euros, malgré le délabrement de cette branche. Un accord en ce sens a été conclu jeudi.

Pour tenir le choc, EDF a obtenu que l'Etat lui apporte bientôt 3 milliards d'euros, et lance des cessions d'actifs. « *Mais l'entreprise reste fragile, reconnaît un membre du conseil. Au moindre pépin, sur l'EPR ou ailleurs, tout risque de tomber...* »

Les syndicats ne disent pas autre chose. Hinkley Point « *met en risque EDF et, au-delà, la filière nucléaire*, ont réagi la CGT, la CFE-CGC et FO vendredi matin. *La décision du conseil traduit sa volonté d'accompagner le gouvernement et non pas de défendre les seuls intérêts d'EDF. Il est plus que jamais urgent d'attendre !* » Peut-être M^{me} May leur donnera-t-elle gain de cause...

Lire aussi : Hinkley point, un projet semé d'embûches ([economie/article/2016/06/23/hinkley-point-un-projet-seme-d-embuches_4807506_3234.html](#))